

## LES TAXIPHONES À ALGER

# Flexy à tous les prix

**Avec la démocratisation du téléphone portable, les taxiphones sont-ils en train de tomber en désuétude ? Pas si sûr, lorsqu'on voit le rythme effréné avec lequel ces KMS (kiosque multi-services) naissent à chaque coin de rue.**

Depuis quelque temps, ces commerces de proximité offrent d'autres prestations de services : vente de cartes téléphoniques, recharge flexy... «Allô, pitié ! rendez-moi juste mes papiers. Vous pouvez garder le portable !» supplie désespérément cette jeune fille l'individu qui vient de lui arracher son sac alors qu'elle marchait tranquillement dans la rue. Nous sommes dans un taxiphone de la rue Boulehdour, à deux pas de la rue Hassiba Ben Bouali. «Il ne se passe pas un jour sans qu'une femme à qui en vient de subtiliser le portable déboule dans ce taxiphone, à moitié affolée, pour essayer de joindre son agresseur», nous confie Abdelaziz, le gérant. Ce genre de KMS sert également à ça : tenter d'entrer en contact avec les voleurs à la tire pour tenter de leur faire entendre raison. Mais pas seulement. Joindre un correspondant sur un téléphone fixe, acheter une recharge téléphonique, effectuer un flexy, photocopier un document ou envoyer un fax sont autant de motifs pour s'engouffrer dans un KMS. Des commerces qui pullulent, à tel point qu'il existe des ruelles où il y a jusqu'à trois taxiphones ! «Avant qu'un concurrent n'ouvre ses portes juste à côté de notre commerce, nous faisons un meilleur chiffre d'affaires», regrette Abdelaziz. Ici, les cabines murales ont été récemment équipées de compteurs individuels installés par un opérateur téléphonique privé ayant le vent en poupe actuellement. «Parlez plus, dépensez moins», stipulent des autocollants rouge et jaune

placardés sur les murs. «La marge bénéficiaire est plus intéressante pour les propriétaires de taxiphones», assure Abdelaziz. «De plus, le coût de la communication est moins cher, notamment vers le même opérateur (10 DA la minute). La tarification au compteur est calculée à la seconde. Elle est de 13 DA vers les autres opérateurs», ajoute-t-il. Un client s'avance vers la caisse pour régler le prix de sa communication : «L'installation de ce genre de compteurs a été accueillie avec soulagement par les consommateurs que nous sommes», dit-il. «Avant leur existence, nous avions parfois de mauvaises surprises au moment de mettre la main à la poche... Le compteur est un gage de confiance entre le commerçant et le client.»

Des cigarettes, des confiseries, des piles et des cartes téléphoniques sont exposées près de la caisse. «Nous gagnons entre 5 et 20 DA sur chaque carte vendue. Cela dépend des opérateurs», nous révèle le gérant. Tout en palabrant, de nombreux clients se présentent pour effectuer un flexy. Pour ce service censé être gratuit, le gérant prélève 10 DA à chaque opération. Cette pratique non réglementaire est appliquée dans la quasi-totalité des taxiphones visités.

Sur le mur, on peut lire sur un écriteau : «La maison ne fait plus de crédit.» Abdelaziz nous sort un registre. «Regardez, cette longue liste. Ce sont les mauvais payeurs !» lance-t-il.

En l'absence de cabines qui

ferment, des bribes de conversations parviennent au gérant à longueur de journée. «Ça oui ! Je ne m'ennuie jamais», commente-t-il, l'air enjoué. «De l'amoureux transi qui passe des heures à roucouler avec sa dulcinée, à la dispute conjugale houleuse, en passant par les discussions un poil coquines entre copines, j'en entends de toutes les couleurs !» Et d'ajouter : «Le plus gros montant qu'a eu à déboursier un client s'élève à 2 000 DA. Il a dû «ramer» avant de décrocher un rendez-vous galant !»

Autre quartier, autre taxiphone en face de la mosquée Errahma : un KMS minuscule aux murs habillés de peinture bleue. Ici, le gérant reste fidèle à l'opérateur téléphonique historique. «Une communication effectuée d'un fixe vers un autre fixe coûte 3 DA la minute, nous dit-il. Cela grimpe à 5 DA vers un portable !» Tout près des téléphones, équipés là aussi de compteurs individuels, est affichée la liste des indicatifs téléphoniques en Algérie et à l'étranger. Lors de notre passage, nous remarquons que Samir, le gérant, est sans cesse sollicité pour effectuer des flexy.

«Je veux un flexy de 200 DA», demande une lycéenne. A la question de savoir à quelle fréquence elle recharge ses unités, elle nous répond avec une petite mine coupable : «Dans une heure, le compteur sera déjà à zéro. Je suis une vraie oratrice du téléphone cellulaire. Tout mon argent de poche y passe au grand dam de mes parents !» Une dame lui emboîte le pas. Ce sera 100 DA de flexy pour elle. «L'avantage ici c'est qu'on ne prélève pas 10 DA de commission, comme cela se fait ailleurs. Le flexy est une bonne invention. Avec la cherté de la vie, on peut mieux gérer son budget !» nous

confie-t-elle. Pour Samir, prélever 10 DA pour effectuer un flexy s'appelle du vol. «On a déjà notre commission avec l'opérateur. Pourquoi taper encore dans le porte-monnaie des clients ?», soutient-il. Autre phénomène de société, le manque de discrétion chez certains clients pendus au téléphone. «Ils crient tellement en parlant qu'on peut les entendre depuis la rue, sans parler de la gêne occasionnée aux autres clients.» Et d'ajouter : «Certaines personnes ne cachent pas leurs émotions. Rires, pleurs ou colère à la réception d'une bonne ou mauvaise nouvelle sont étalés devant tout le monde donnant lieu à des situations des plus cocasses parfois !» Afin que leurs clients ne soient pas perturbés, certains gérants ont opté pour l'installation de cabines individuelles.

C'est le cas de ce taxiphone, non loin de la rue Didouche Mourad. «Je fais un détour par ces cabines lorsque je désire communiquer en toute intimité», nous révèle un client. Une cabine non loin de la rue Didouche Mourad. «Je fais un détour par ces cabines lorsque je désire communiquer en toute intimité», nous révèle un client. Une cabine non loin de la rue Didouche Mourad. «Je fais un détour par ces cabines lorsque je désire communiquer en toute intimité», nous révèle un client.

Gérer un taxiphone nourrit-il son homme ? Selon le caissier, les KMS ne font plus recette.

«La généralisation du téléphone portable y est pour quelque chose. C'est pourquoi nous offrons d'autres services», nous dit-il. Dans ce taxiphone, une note à l'adresse des clients attire notre attention : tout appel vers un appareil à répondeur automatique occupé ou à partir de la quatrième sonnerie est payant. Un manque à gagner qui pousserait jusqu'à la malhonnêteté ? A l'ère de la communication à outrance, les taxiphones ont encore de beaux jours devant eux !

Sabrina Inal

## BILAN DE LA GENDARMERIE NATIONALE DE SKIKDA

# 2 117 infractions et 1 402 personnes arrêtées

**Selon le bilan annuel de la Gendarmerie nationale, 2 117 infractions de droit commun, 2 014 délits et 103 crimes ont été enregistrés, soit en hausse par rapport à l'année précédente de 1 821 infractions, 1 691 délits et 130 crimes.**

C'est ce qui ressort de la conférence de presse animée par le lieutenant-colonel Benzaid Nasreddine, dans l'enceinte du groupement de la cité Kobia. Notre interlocuteur, en plus de la présentation chiffrée des activités du corps qu'il dirige depuis trois ans, a mis en relief le rôle rarement relevé des gendarmes dans la contribution au développement économique régional et national. Escorte des étrangers, mise en place de cellules d'environnement et d'archéologie, acheminement de produits inflammables et dangereux sont les autres tâches dévolues aux «hommes verts» en supplément de celles traditionnelles et quotidiennes. Dans le cadre de ces dernières, les opérations coup-de-poing se sont intensifiées ces derniers temps dans le but d'atténuer l'ampleur de la criminalité en constante hausse.

La cible privilégiée des patrouilles nocturnes, «à 3 heures du matin même en période hivernale», selon les dires du lieutenant-colonel, demeure les régions déshéritées et celles

enregistrant un regain de banditisme. Par exemple, la station balnéaire de Larbi-Ben-M'hidi, connue entre autres par les 6 vols en deux mois, la commune de Djendel-Mohammed-Saâdi, célèbre aussi pour ses *mahachate*... La deuxième cité a même vu probablement la dernière *mahachate* du territoire de Skikda fermée. Une opération réussie qui intervient dans le cadre de l'extension du champ d'intervention de la gendarmerie et qui s'est traduit logiquement par l'ouverture de quatre nouvelles brigades dans les communes de Beni Zid, Oued Z'hor, Khenak-Mayoune et Bekkouche-Lakhdar. Actuellement, la gendarmerie est présente dans 33 communes sur les 38 de la wilaya. Une présence qui a permis durant l'année 2007 l'arrestation de 2 545 personnes incriminées dans 2 061 affaires traitées et liées aux 2 117 infractions citées plus haut. La plus grosse part est détenue par les infractions contre les personnes avec 1 287 affaires et 1 402 personnes arrêtées, soit un

taux de 60,79%. Les autres infractions dans l'ordre décroissant sont contre les biens, 526 affaires et 575 personnes arrêtées, infractions contre la famille et les bonnes mœurs, 93 affaires et 142 personnes arrêtées, infractions d'atteinte à la sécurité publique, 70 affaires et 132 personnes arrêtées, falsification et usurpation et trafic de stupéfiants, 56 affaires et 89 personnes arrêtées, 24 affaires d'infractions d'atteinte à l'ordre public ont vu l'implication de 25 personnes, les attroupements

publics sont estimés à 4 affaires et 90 personnes impliquées. On trouve une seule affaire d'atteinte à l'économie et une seule personne incriminée.

Dans les différents crimes et délits, ce sont les personnes âgées entre 18 et 28 ans qui sont le plus impliquées. Il y a lieu de souligner aussi que dans le cadre de la lutte contre le trafic de stupéfiants, la gendarmerie a procédé à la saisie de 77 kg et 557 g de kif traité et 715 g de psychotropes.

Zaid Zoheir

## APC

### La direction des finances transférée

La direction des finances de l'APC de Skikda a été dotée d'un nouveau siège. Il s'agit des anciens locaux de la Dos situés à la cité l'Abattoir. Il y a lieu de souligner que l'ex-siège de la Dos a été réoccupé par l'ancienne APC à la faveur d'une action en justice, à l'issue de laquelle cette dernière a obtenu gain de cause. Une action en justice intervenant dans le cadre de la politique de rentabilisation du patrimoine communal. Une mission lancée en 2004 et dévolue à la commission des finances.

Le service des marchés, qui, actuellement élit domicile dans les bureaux en bas de l'hôtel de ville, tiendra compagnie à la direction des finances dans son nouveau siège, selon des prévisions. Mais rien n'est officiel. Rien ne l'est également au sujet du changement projeté à la tête des directions communales, les supputations vont bon train quant au départ des uns et le maintien des autres. Même les directeurs et gérants des centres culturels et bibliothèques communales seront ciblés par un remaniement.

Z. Z.

## BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

# 8 683 nouveaux emplois

Dans le cadre de la politique de la création d'emploi, politique qui demeure néanmoins controversée notamment dans sa forme, ses critères de sélection et la nature des nouvelles recrues, la wilaya de Bordj Bou-Arréridj avait, selon les statistiques officielles, octroyé 4 900 postes permanents au cours du dernier trimestre de l'année 2007.

Rappelons dans la foulée que la voie des concours de recrutement a été rudement contestée et ce, dans plusieurs secteurs à commencer par la première institution de la ville, à savoir la commune, la formation professionnelle et la santé.

Le domaine du pré-emploi censé brasser une marée de jeunes diplômés ne dénombre en tout et pour tout que 147 embauchés dont 91 entre licenciés et ingénieurs et 56 techniciens supérieurs.

Par ailleurs, les travaux d'utilité publique ont connu un record assez impressionnant de 1034 bénéficiaires dont 420 affiliés au fameux projet «d'Algérie Blanche», un projet qui connaît des freins bureaucratiques en particulier dans les rémunérations au point où l'on parle de deux ans de retard dans l'attribution des salaires des pauvres malheureux.

Dans le chapitre des crédits, on compte 41 bénéficiaires dont 14 jeunes ayant entrepris des petits projets dans le secteur de l'artisanat qui a été encouragé dans le cadre de l'opération relative aux microcrédits où 9 autres jeunes ont eu la chance d'accéder à l'aide de l'Etat.

La politique de l'Ansej vise à en soutenir 104 durant l'année en cours, communiquent les responsables du secteur.

Les secteurs des travaux publics et de l'habitat connaissent, en référence aux statistiques officielles, un semblant de boom avec la création de 2 602 nouveaux emplois temporaires qui profitent généralement aux jeunes sans niveau ou presque, dont le recrutement est conditionné par la seule force des bras et du moral en béton.

Saâdène Ammara

## SIDI-BEL-ABBÈS

### UN NOUVEAU-NÉ DÉCOUVERT

#### MORT À SIDI-DJILALI

# Deux sœurs arrêtées

Le 26 décembre dernier, un nouveau-né de sexe féminin a été découvert mort dans un chantier de la cité des 232-Logements de Sidi-Djilali dans le chef-lieu de Sidi-Bel-Abbès.

L'enquête a permis de remonter jusqu'à deux sœurs résidentes à Aïn Oussera dont l'une, âgée de 22 ans, étudiante, a accouché à la maternité de Sidi-Bel-Abbès d'une fillette le 21 décembre dernier.

Le nouveau-né a été pris vivant par sa mère en quittant l'hôpital, selon le service de maternité. Les résultats d'autopsie sont attendus pour déterminer les causes de la mort du bébé et situer les responsabilités. Les deux sœurs ont été présentées devant le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès.

A. M.

## Un bus de transport d'élèves se renverse, 3 lycéennes blessées

Un microbus assurant le transport des lycéennes et collégiennes a dérapé à cause d'un épais brouillard avant de se renverser sur le toit dans la matinée de mercredi dernier entre la localité de Aïn Kadda et Sidi Ali Boussidi dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès faisant plusieurs blessés dont une dans un état très sérieux et trois atteintes grièvement ont été évacuées vers l'hôpital.

A. M.